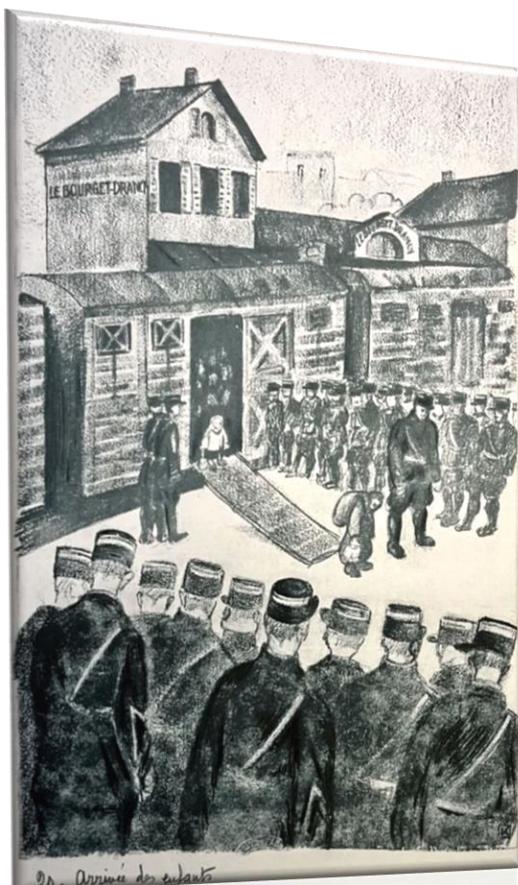




Comité d'Union des Associations de Résistants et Déportés de l'Indre  
Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

## Concours National de la Résistance et de la Déportation 2023 - 2024

# Résister à la déportation, en France et en Europe



**"Première arrivée des enfants en gare du Bourget-Drancy, sans parents ni secours"**

Estampe de Georges Horan-Koiransky

Mémorial de la Shoah/Coll. Horan-Koiransky

*Ces enfants ont été arrêtés avec leurs parents lors de la rafle du Vel d'Hiv et internés dans les camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande. Les parents ont été déportés sans leurs enfants. Ces enfants ont ensuite été transférés à Drancy entre le 15 et le 25 août, puis déportés à Auschwitz.*

1 ter, boulevard Blaise Pascal – 36000 CHÂTEAURoux  
02 54 27 24 62

[anacr-indre@bbox.fr](mailto:anacr-indre@bbox.fr)

## SOMMAIRE

Page 1	Présentation
Page 2	Sommaire
Page 3	Le mot du CURDI
Pages 4-5	STO – Refuser de travailler pour les Allemands
Page 5	Moïse Bigot : du STO aux camps
Page 6-7	L'aide aux réfugiés israéliens dans l'Indre
Pages 8	Félix Goldschmidt, fabricant de faux papiers.
Page 9-10	Le service NAP dans l'Indre.
Page 11	Statistiques des déportés dans l'Indre.
Page 12	Les camps d'internement dans l'Indre
Page 13	Robert Audion, l'évadé du Train fantôme
Pages 14	Résister dans les camps : le sabotage des V2 à Dora
Page 15	Suzanne Baron, une Juste parmi les nations
Page 16	Sources et ressources

### **Rappel du calendrier du Concours 2023-2024**

Jeudi 1<sup>er</sup> février 2024 : clôture des inscriptions à la DSDEN à Châteauroux

Vendredi 22 mars 2024 : épreuves écrites (catégories 1 & 3)

Avril 2024 : évaluation des travaux par le jury départemental

Mercredi 10 avril 2024 : réunion du jury académique

Juin 2024 : cérémonie de remise des prix

Fin septembre 2024 : publication du palmarès national.

## Mot du CURDI,

### Comité d'Union pour la Mémoire de la Résistance et de la Déportation de l'Indre (ANACR et FNDIRP)

: - : - : - : - : - : - : - : -

Nous vivons dans un monde où l'horreur succède à l'horreur, où la barbarie n'a plus de limites, où se produit l'inimaginable. Or pendant la Seconde Guerre Mondiale les Résistant(e)s ont combattu, au péril de leur vie, contre toutes formes de racisme et de xénophobie, pour la liberté, pour la paix et les valeurs humanistes. Aussi est-il plus que jamais du devoir du CURDI de poursuivre cette mission pour « *organiser et développer la participation des élèves des Lycées et Collèges au Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD) placé sous l'égide du Ministère de l'Education Nationale* ».

En 2022-23, 30 000 élèves ont participé au concours sur le plan national.

Et, une nouvelle fois, le département de l'Indre peut être fier de ses 382 participants, avec certaines productions de qualité : une copie et deux travaux de groupe d'élèves de collège ont figuré au palmarès académique, ainsi que deux copies de lycée.

Tous ces travaux font honneur à leurs auteurs et à leurs professeurs !

A tous, nous adressons nos plus vives félicitations !

Le thème de la session 2023-2024, **Résister à la Déportation en France et en Europe**, allie, pour la première fois, Résistance et Déportation, et invite les jeunes à réfléchir sur la société actuelle à partir de la connaissance du passé, à s'en inspirer pour leur avenir et « croire en la démocratie et la faire progresser » (cf. lettre de cadrage).

La brochure nationale, coordonnée cette année par la Fondation de la Résistance et la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, accompagne la préparation du concours sur le plan général. Sur le plan local, toujours soucieux de vous apporter une aide au mieux de nos possibilités, nous vous proposons, au travers de cette modeste réalisation départementale, des exemples de situations et de personnalités correspondant à la thématique, susceptibles d'orienter les recherches des élèves et de les inciter à participer avec confiance à cette nouvelle session ; afin que se perpétue en eux l'esprit de la Résistance alors que la mémoire vivante s'éloigne. Animés par notre volonté d'être utiles, et confortés par la découverte de références documentaires émanant de notre brochure dans les copies de l'an dernier, nous vous présentons cette nouvelle édition, certes non exhaustive des évocations possibles du thème. A titre exceptionnel, un cahier spécial « *Résister à la déportation des Juifs dans le département de l'Indre* », réalisé par l'historien local Philippe Barlet, va être adressé en version numérique à votre établissement.

Parfaitement conscients de la difficulté de leur tâche, nous assurons les enseignants de notre reconnaissance pour leur implication dans le concours et nous leur renouvelons tout notre soutien.

Novembre 2023

Les Co-présidents : François AUDOUX, André FAURE, Isabelle TISSIER

La Co-Présidente de l'ANACR 36, Jackie FOFFANO

Ont contribué à la réalisation de cette brochure :

Philippe BARLET, Sylvie BEUZARD, Alain DESCOUT, Nadège EMERY, André FAURE, Jackie FOFFANO, Michel FOUASSIER, Gilles GROUSSIN, Jean- Louis LAUBRY, Jean-Luc STIVER

## Refuser de travailler pour les Allemands

Sur pression des Allemands qui veulent utiliser la main d'œuvre disponible en France, Pierre Laval lance en juin 1942 le principe de la Relève : pour trois ouvriers partants un prisonnier de guerre français sera libéré. Quelques mois plus tard, par la loi du 16 février 1943, la réquisition est généralisée à tous les jeunes de 20 à 22 ans, qui doivent effectuer un Service du Travail Obligatoire (STO) de deux ans sur le territoire du Reich. A partir de juin 1943, les jeunes issus des Chantiers de jeunesse sont aussi convoqués. Selon JL Stiver, 2000 à 2200 Indriens seraient partis au titre des réquisitions de main d'œuvre, pendant la période 1940-1944. Un certain nombre refuse de partir, notamment sur l'action de la Résistance : on les appellera les défaillants (réfractaires et insoumis).

### Les échappatoires

La loi du 4 septembre 1942 prévoit des possibilités d'exemption que les requis tentent de pratiquer. C'est ainsi que les mariages se multiplient, car on prétend que les hommes mariés depuis moins de deux ans seront exemptés. En outre les engagements dans l'Armée d'armistice, et plus tard, dans la Milice, se font plus nombreux. Les étudiants quant à eux cherchent à obtenir des sursis, notamment pour raisons médicales. D'autres jeunes gens tentent de se faire embaucher dans les entreprises travaillant pour l'armement ou pour l'approvisionnement, qui sont classées S (Sperr-Betriebe) : le personnel n'y est pas sujet aux prélèvements de main d'œuvre. Dans l'Indre, 127 entreprises seront classées S.

### Les défaillants

Mais tous ne partent pas. En effet l'opinion populaire considère de plus en plus le STO comme une déportation, comme le montrent les rapports du préfet. **Les réfractaires** sont ceux qui ne sont pas repartis en Allemagne après être venus en permission pour quinze jours (près de 50 % des permissionnaires ne repartent pas). **Les insoumis** sont ceux qui, ayant reçu une convocation, ne se sont pas faits recenser et ne se sont pas présentés au départ du train (dans l'Indre, en avril 1943, on compte 80 insoumis pour 7506 recensés dans les classes 1940,1941 et 1942).

### Le rôle de la Résistance

Les mouvements de résistance dénoncent « la déportation » de la jeunesse française. Ils agissent de différentes manières pour dissuader les requis de partir. Dès juin 1942 a lieu une diffusion de tracts « N'allez pas travailler en Allemagne » à Villentroy, dans le nord du département. Dans la nuit du 3 au 4 juin 1943 des affiches sont collées à Chabris, incitant les jeunes à prendre les armes ou à disparaître. Diverses manifestations se produisent aux abords de la gare de Châteauroux, lors des départs de trains. Le 13 octobre les ouvriers de l'usine Guinard de Châteauroux cessent le travail pendant une heure et des tracts circulent parmi le personnel pour dénoncer les réquisitions. Enfin le 21 novembre se produit une tentative d'attentat contre l'Office de Placement Allemand, place des Tabacs.

### Se cacher

Les défaillants deviennent donc des hors la loi et doivent se cacher ou changer de département. Le commandant des sapeurs-pompiers L.E. Pichené essaie d'intégrer dans son corps ceux qui lui sont envoyés ou de les camoufler dans des fermes isolées, où ils participent aux travaux des champs. L'afflux devient tel que se pose la question de les accueillir dans des lieux-refuges.

A l'échelon national les dirigeants des MUR créent un service « maquis », séparé de l'AS. Le but est de préparer l'insurrection armée qui, en appui au débarquement allié, permettra de libérer le territoire français. Dans l'Indre, le service « maquis » se constitue au printemps 1943. C'est Jean Delalez, instituteur d'Obterre et membre de Libération-Sud, qui en prend la direction.

Les trois premiers maquis se forment en 1943. Dans le nord, à Dun-le-Poëlier, deux insoumis et un réfractaire de Chabris, de la classe 1942, s'installent au printemps dans la forêt des Tailles de Ruines. La planque est découverte en août, mais les maquisards prévenus avaient déménagé. A la fin d'août, J. Delalez monte le maquis de Saint Flovier avec 16 hommes (dont 7 réfractaires) ; maquis démantelé par la gendarmerie dès le 5 septembre. En décembre, un maquis FTPF regroupant 8 jeunes venus de la Creuse s'installe dans la forêt de Bommiers, au sud d'Issoudun ; il est dispersé par les gendarmes le 14 décembre.



Affiche de propagande pour le STO, datée de 1943.

Sources : J.L. Stiver, *Avaient-ils le choix ? Réquisition de la main d'œuvre dans le département de l'Indre 1942-1945* Ed Points d'Aencrage, Eguzon, 2020.

**En annexe 1 :** Affiche contre la réquisition, écrite et collée les 3/4 juin 1943 sur les murs de Chabris par les trois premiers maquisards de Dun-le-Poëlier.

**En annexe 2 :** Les régions de forts départs pour le STO. (C'est à Châteauroux, Buzançais, Levroux et Issoudun que la chasse aux réfractaire a été la plus intense)

## ----- Moïse Bigot : du STO aux camps -----

### Classe 1942

Moïse Bigot est né en 1922 à Faverolles, au nord d'Ecueillé.

En juin 1942, il est appelé aux « Chantiers de jeunesse » à Renaison, près de Roanne (Loire). Il reste huit mois à pratiquer des coupes de bois, faire du charbon de bois, de l'agriculture et aménager de huttes en bois pour le groupement d'une centaine d'hommes.

### Envoyé en Allemagne

Libéré en février 1943, il est aussitôt requis pour le service du travail obligatoire en Allemagne. Il est affecté dans une usine métallurgique à Solingen, dans la vallée du Rhin. Là, avec ses camarades d'infortune, il décide de jouer à fond la mauvaise volonté. Ils réussissent même à se procurer un poste radio pour écouter Radio Londres.

Hélas, le 28 février 1944, la censure intercepte une lettre qui, ouverte, les trahit.

Ils sont arrêtés, envoyés dans une maison d'arrêt, où ils sont frappés durant trois semaines, couchant par terre dans une même pièce, sans aucune condition d'hygiène. « *J'ai cru devenir dingue !* », confie-t-il.

### La déportation en camps

En septembre 1943, il est dirigé vers un camp annexe dépendant de Buchenwald. Il y est affecté à des travaux de terrassement qui serviront à construire une usine souterraine de futures fusées V2. L'hiver 1944-1945 est très dur. En janvier 1945 on le change de camp, il travaille alors dans une carrière. « *Nous creusions des trous dans la pierre pour mettre des mines, nous chargions, poussions les wagonnets... Les repas étaient simples : le matin un liquide noir en guise de jus, une soupe le midi et le soir du pain avec de la soupe en petite quantité... Nous avions une distance à pied de 3 km à parcourir chaque jour et je suis tombé le 28 janvier en revenant du travail... Je n'avais plus de forces et pensais mourir.* » Il restera jusqu'en avril à l'infirmerie du camp. Celui-ci est libéré par les Anglais le 13 avril.

### Le retour à la vie

Moïse Bigot restera un mois dans un hôpital, à Vechta, en Allemagne, où il sera soigné, avant de pouvoir rentrer chez lui.

Il raconte son arrivée à Châteauroux :

*Je suis revenu en train à Châteauroux le 22 mai 1945. De 75 kg en partant, je n'en pesais plus que 44 ! Entre la gare de Châteauroux et l'hôtel du Faisan, une haie de personnes m'attendait avec des photos de déportés, me demandant si je les avais vus au camp ».*

Témoignage reçu par André Faure (ANACR) en 2006.

## L'aide aux réfugiés israélites dans l'Indre

(Témoignage d'Odette Schwob recueilli en 1973 par Michel Jouhanneau)

En 1940, avec l'instauration de la Ligne de Démarcation, l'Indre, département frontalier, devient le premier point de chute des réfugiés de Zone occupée.

Répondant à la demande des Allemands, Vichy regroupe en novembre 1941 les diverses associations juives de France au sein de l'Union Générale des Israélites de France (UGIF).

Arrivée à Châteauroux en février 1942, Odette Schwob, réfugiée alsacienne, devient la secrétaire de l'UGIF dans l'Indre.

*« Mon bureau était situé rue de Strasbourg. Ce n'est que vers avril-mai 1941, après la rafle du Vel d'Hiv (1) qu'il y a eu un afflux considérable de juifs venant de la Z.O. Ils avaient passé la Ligne de Démarcation en fraude grâce aux passeurs dont certains les volèrent : ils arrivèrent à Châteauroux par cars entiers. Il fallut organiser un service d'urgence... Il faut dire que les autorités préfectorales nous apportèrent une aide très grande... Nous eûmes du mal à loger ces milliers de gens qui arrivaient sans cesse.... Je fus obligée de prendre un secrétaire en la personne de Georges Dreyfus (2).*



*La Préfecture avait organisé le camp de Douadic, où se déroulèrent des scènes déchirantes de familles se retrouvant.*

*A Mézières-en-Brenne se trouvait Mr Goldschmidt (3), réfugié de Strasbourg, qui put accueillir de très nombreux réfugiés. »*

Sous l'impulsion du cardinal Gerlier, de Lyon, sont créées les « Amitiés chrétiennes », chargées de cacher les enfants juifs et de subvenir à leurs besoins. Pierrette Poirier (4), comme assistante sociale, en prend la charge pour l'Indre. Sur signalement de l'OSE (5), elle va chercher des enfants en zone occupée, leur fait franchir la Ligne de Démarcation clandestinement et les place dans des familles et institutions religieuses ou laïques : orphelinat de Pellevoisin, la Pension Jeanne d'Arc à Argenton, le collège du Blanc...

*« Il y avait aussi Pierrette Poirier que l'on appelait « Cathie ». Elle était catholique : elle s'occupa de cacher chez des personnes de confiance des enfants juifs et même des adultes ; elle avait sa famille à La Châtre. Les couvents acceptèrent souvent de camoufler ces personnes recherchées... Elle visitait les enfants régulièrement pour s'assurer qu'ils étaient correctement logés et bien traités. Lorsqu'il y avait des rafles à Châteauroux, nous étions la plupart du temps prévenus par les gendarmes chargés de les opérer...*

*Nous étions obligés de fabriquer des cartes ; nous avons plusieurs sources pour nous les procurer : Mr Sirvent et le bureau du ravitaillement (6). R. Katz (7), président de la Chambre de commerce, facilitait l'obtention de dons en nature. Un tailleur habillait les jeunes fugitifs. Nous avons réparti nos réfugiés un peu partout : il y en avait un grand nombre à Issoudun et à Mézières, mais aussi à Vatan, Nohant, au Blanc, à Argenton, Eguzon et Buzançais. »*

En mars 1944, Pierrette Poirier, recherchée, doit s'enfuir à Pau. Peu après, Odette Schwob doit à son tour quitter le département, en liquidant son service.



(1)- Il y a erreur de date : la rafle du Vel d'Hiv a eu lieu en juillet 1942. Le 14 mai 1941, à Paris, est initiée la première rafle contre des Juifs apatrides (3 747 arrêtés sur 6 494 convoqués), qui sont envoyés à Pithiviers et Beaune-la-Rolande.

(2)- Georges Dreyfus : juif, ingénieur chimiste de formation, secrétaire de l'UGIF/Indre, devient en novembre 1943 secrétaire du Front national, aux côtés de Roger Cazala. Arrêté fin 1943 et condamné à six mois de prison, il entre début 1944 dans la clandestinité et participe aux combats de la Libération dans l'Indre. Tué le 30 août 1944 dans une embuscade à Neuillay-les-Bois.

(3)- Félix Goldschmidt : 1898-1966. Voir plus loin.

(4)- Pierrette Poirier (1909-1998) : vivant à Poitiers au début de la guerre, elle arrive à Châteauroux en mai 1942 comme assistante sociale de l'OSE. Son organisation va sauver 238 enfants dans l'Indre ; elle s'occupe personnellement d'une centaine. A partir de l'été 1943, elle œuvre aussi pour les réfractaires du STO en lien avec le réseau d'évasion Ecarlate.

(5)- Œuvre de Secours aux Enfants : organisation juive créée en Russie en 1912, réfugiée en France en 1933, intégrée au sein de l'UGIF en 1941. Au printemps 1942, ses maisons d'enfants réparties en France regroupent 1 349 enfants. Mise en place, en 1942-1943, d'un réseau de sauvetage d'enfants menacés de déportation : le « Circuit Garel », qui a réalisé plus de 5 000 sauvetages.

(6)- Louis Eugène Sirvent, secrétaire-général à la Préfecture, membre du service NAP. Voir plus loin.

(7)- Raymond Katz, commerçant, arrêté comme juif, avec sa famille, en février 1944 et déporté en avril à Auschwitz.





### Félix Goldschmidt, fabricant de faux papiers.

Félix Goldschmidt est né à Paris, en 1898, dans une famille juive, originaire d'Allemagne. A l'adolescence, il part faire ses études en Allemagne, il s'y marie et se fixe à Leipzig. Mais le couple et ses cinq enfants doivent fuir le régime nazi en 1938 ; ils s'installent à Strasbourg. En 1940, quand les Nazis annexent l'Alsace, la famille se replie en Berry, près de Mézières-en-Brenne. Ils louent une maison sur la route de Subtray.

Là, Félix entre en résistance. Il vient au secours des réfugiés juifs qui affluent : il les accueille, leur procure de faux papiers, fait des interventions dans le camp de Douadic. La nuit, à l'aide de mie de pain, de pommes de terre et de caoutchouc prélevé sur des chambres à air de vélo, il fabrique de fausses cartes. Il « emprunte » des tampons au secrétaire de mairie pour appliquer un cachet officiel sur les documents. Il réussit même à faire sortir des internés à Douadic.

Il finit par être arrêté le 12 juillet 1943 par la Gestapo. Il est condamné à mort pour faits de résistance, interné à Drancy comme juif, et embarqué dans le convoi n°62 pour Auschwitz le 20 novembre 1943. Mais il réussit à s'évader du train. Il est recueilli à Bar-le-Duc par un couple de cheminots qui l'aident à passer en Suisse, où il retrouve sa famille.

Après la guerre, Félix prendra la direction d'une maison de l'O.S.E.\* à Versailles. Il mourra en 1966.

\*L'Œuvre de secours aux enfants (OSE) est une association destinée au secours des enfants et à l'assistance médicale aux Juifs persécutés.

N° 114

SIGNALEMENT	
Taille : 1 m 60	Nom : Gauthier
Yeux : bleus	Prénoms : Fernand
Cheveux : châtains grisonnants	Né : Paris X
Barbe : néant	le 6 nov. 1889
Nez : moyen	de Nationalité Française
Visage : rond	Profession : Ingénieur
Teint : mat	Domicile : Mézières-en-Brenne
Marques particulières Néant	Signature du Titulaire, Fernand Gauthier
	Délivré le 3-8-1941
	Le Maire 111 Mairie de Mézières-en-Brenne
	Empreintes digitales
	<i>[Signature]</i>

Mairie de Mézières-en-Brenne - N° 114 - 1/41-1

Fausse carte d'identité de Félix Goldschmidt

## LE SERVICE NAP DANS L'INDRE (Noyautage des Administrations Publiques)

Dans l'été 1942, Claude Bourdet (mouvement Combat) regroupe au sein d'une seule structure les noyaux résistants, jusqu'alors isolés, des préfectures, de la Police, du Ravitaillement, de l'Electricité, des PTT et de la SNCF de la région lyonnaise. Il propose ensuite à Jean Moulin d'étendre le service NAP à toute la France. Dans l'Indre, le premier responsable en est Rodolphe, inspecteur de la DST (mouvement Libération). Puis il est remplacé par l'inspecteur de police Raoul Ducoulombier (réseau Antoine) de septembre 1942 à août 1943, auquel succède l'instituteur alsacien Raymond Kinder (Armée Secrète), en provenance de Périgueux.

Dans l'Indre, le service NAP est présent dans la Police, dans les PTT et surtout à la Préfecture. Dans la Police, des inspecteurs, des agents préviennent les résistants ou les Juifs qui sont sur le point d'être arrêtés, notamment lors des rafles.

Témoignage de Joseph Montcuquet (réseau Jade-Fitzroy), commissaire de police à Argenton :  
« Un jour, vers minuit, je reçus un coup de téléphone du policier de service, me disant qu'il venait de recevoir un pli cacheté de Vichy et qu'il fallait que je vienne tout de suite pour en prendre connaissance. J'habitais à une dizaine de kilomètres que je fis en vélo. Le pli m'était dressé et secret. Je recevais l'ordre d'arrêter au matin une dizaine d'Israélites de la région et de les conduire à Châteauroux pour un ramassage général. Je demandais à mes policiers d'aller avertir toutes les personnes que je devais arrêter et qu'elles avaient une demi-heure devant elles pour disparaître. Toutes sauf une l'ont fait. »

Dans les PTT, des facteurs subtilisent des lettres de dénonciation dans le courrier distribué, des employés des centraux téléphoniques réceptionnent les informations envoyées par les agents PTT dispersés dans le département et les transmettent aux résistants. Marie-Louise Laguerre (réseau Jade-Fitzroy), chef du service des transmissions télégraphiques à Châteauroux, capte des informations sur l'armée allemande, met en contact avec Londres des opérateurs-radio. Elle permet ainsi d'éviter des arrestations et de découvrir des agents ennemis infiltrés.

A la Préfecture, le service NAP se constitue autour d'un chef de bureau, Robert Masset (mouvement Libération). Celui-ci recrute quelques collègues : Maurice Simon (réseau Jade-Fitzroy) employé de bureau préposé aux cartes d'identité, le chef de division René Flisseau et son chef de bureau André Cérémonie, Louis Pichené (Armée secrète) commandant le corps de sapeurs-pompiers (1000h) et les hommes de la Défense passive (2000h), et enfin le secrétaire-général Louis Eugène Sirvent.

Une des premières activités est la collecte de renseignements.

Robert Masset témoigne : « J'étais à un poste de choix pour tout voir...A quatre heures du matin, un agent de police venait me chercher pour déchiffrer un télégramme qui venait d'arriver. Tout reposait sur moi : messages secrets, instructions qui arrivaient à la Préfecture. Le Préfet faisait un rapport mensuel sur tous les évènements, sur l'opinion des gens. En faisant faire une copie de plus par la dactylo, je la remettais à Delaire [réseau Jade-Fitzroy], qui l'envoyait à Londres. »

Le service de M. Simon va délivrer plus de 1000 fausses pièces d'identité aux agents de réseau, aux maquisards et aux personnes menacées d'arrestation. A. Cérémonie, préposé au fichier du STO, subtilise ou maquille les cartes des réfractaires. L. Pichené fait distribuer par ses pompiers les fausses cartes d'identité et intègre dans son corps des réfractaires ou bien les aide à se camoufler dans des fermes isolées.

Sur le plan national, sur 1245 agents homologués NAP, on recense 250 tués ou morts en déportation. Dans l'Indre, ML Laguerre, arrêtée le 12-05-1944 et déportée à Ravensbrück ne reviendra pas. R. Ducoulombier arrêté le 17-05-1944 et déporté à Neuengamme, R. Masset, L. Pichené et L.E. Sirvent arrêtés le 31-05-1944 et déportés à Dachau rentreront en mai 1945.

Marie-Sylvie Beuzard

Sources : Jouanneau Michel, *Mémoire d'une époque Indre 1940-1944 (tome 1)*, 1995  
Groussin Gilles, *La déportation, Les déportés et Internés de l'Indre*, 2018

**CARTE D'IDENTITÉ**

Nom: **CORDAT**  
 Prénoms: **Désiré**  
 fil de: **CORDAT Silvain**  
 et de: **BRISSET Eugène**  
 Profession: **Agriculteur**  
 Né le **13 Juin 1917**  
 à **Dun le Poëlier**  
 Département: **INDRE**  
 Nationalité: **Française**  
 Domicile: **Dun le Poëlier**

**SIGNALEMENT**

Taille: **1,80**      Nez } Dos      base  
 Cheveux: **bruns**      } Dimensions: **jeu**  
 Moustache: **bruns**      } Forme du visage: **ovale**  
 Yeux: **bruns**      Teint: **brun**  
 Signes Particuliers: **néant**

Le Titulaire, **D. Cordat**  
 Vu pour légalisation  
 Les témoins: **Pauline Buisson**  
 Le **10 Juin 1943**

Empreinte digitale

Fausse carte d'identité de Roland Despains



Marie Louise Laguerre

N° **48216** SERIE **A**  
 PRÉFECTURE D'INDRE-&-LOIRE

**Carte d'identité**

Nom: **DARFEUILLES**  
 Prénoms: **Camille**  
 Profession: **comptable**  
 Né le **2 Septembre 1919**  
 à **NANTES**  
 Département de la Loire Inférieure  
 Domicile **160 Rue de Paris TOURS (Indre-&-Loire)**

TOURS      31 Aout 1943

Signalement.

Haute: **1m,71**      Nez droit  
 Cheveux: **châtains**      Forme générale du visage: **ov.**  
 Moustache: **taillée**      Yeux: **foncés**  
 Yeux: **marrons**      Cornes: **néant**  
 Signes particuliers: **néant**

31 AOUT 1943

Fausse carte d'identité de Christian Michelet

## Statistiques des déportés de l'Indre

Selon Gilles Groussin, dans l'Indre près de 1000 personnes ont été arrêtées et incarcérées durant l'Occupation. Environ 450 ont été déportées vers un camp de concentration allemand. 128 seulement en sont revenues en 1945. 57% des déportés politiques et 97,4 % des déportés raciaux ne sont pas rentrés.

	Déportés politiques (Résistants)		Déportés raciaux (Juifs)	
	Déportés (1)	Rentrés (2)	Déportés (1)	Rentrés (2)
<b>1940</b>	2	2	-	-
<b>1941</b>	9	9	3	1
<b>1942</b>	12	6	16	0
<b>1943</b>	76	47	127	5
<b>1944</b>	115	58	35	0
Dates inconnues			46	0
<b>TOTAL</b>	<b>214</b>	<b>122</b>	<b>227</b>	<b>6</b>

(1) à partir de Cl. Dugénit *La déportation dans l'Indre*

(2) à partir de G. Groussin *La déportation et les déportés et internés de l'Indre* (2018)

A ce décompte, G. Groussin ajoute :

- 13 ressortissants de l'Indre arrêtés à la frontière espagnole.
- 17 requis du STO arrêtés en Allemagne.
- 24 résistants originaires de l'Indre, arrêtés hors département.

**Ce qui donne un total de 269 déportés politiques, originaires de l'Indre.**

### Les retours de déportation :

A Châteauroux, les retours s'échelonnent d'avril à août 1945.

Un bilan des rapatriés dans l'Indre (Source : ADI R 1073/2) fait état des chiffres suivants : prisonniers de guerre 7145 ; déportés politiques 121 ; déportés du travail 1642.

On peut y ajouter les 6 déportés raciaux mentionnés ci-dessus.

## LES CAMPS D'INTERNEMENT DANS L'INDRE

### Le camp de Douadic

Créé en 1939-1940 pour accueillir des prisonniers allemands, le camp de Douadic devient en février 1941 un Centre d'accueil pour étrangers : réfugiés espagnols, polonais, allemands...

En août 1942, au moment de la grande rafle des juifs étrangers de zone libre, organisée par Vichy, Douadic devient un camp de triage. A partir du 26 août arrivent 475 israélites : ils sont « triés » pour séparer les déportables de ceux (rares) qui peuvent bénéficier d'exemptions. Ils sont ensuite transférés au camp de Nexon (Haute-Vienne), avant leur départ pour Drancy puis Auschwitz.

En dehors des périodes de rafles, Douadic fonctionne comme centre de regroupement de juifs en vue de leur transfert en zone occupée, la destination finale étant les camps d'extermination.

Des étrangers non juifs arrivent aussi dans le camp. Ainsi le 9 octobre 1943, sur 233 prisonniers, il y a 116 non juifs.

### Le camp de La Vernusse, à Bagneux

Le Centre d'accueil n° 51bis est installé au château de La Vernusse, au sud-est de Saint Christophe- en-Bazelle. Il fonctionne de la fin de l'année 1939 à l'automne 1944. Il dépend, comme Douadic, du Service du contrôle social des étrangers.

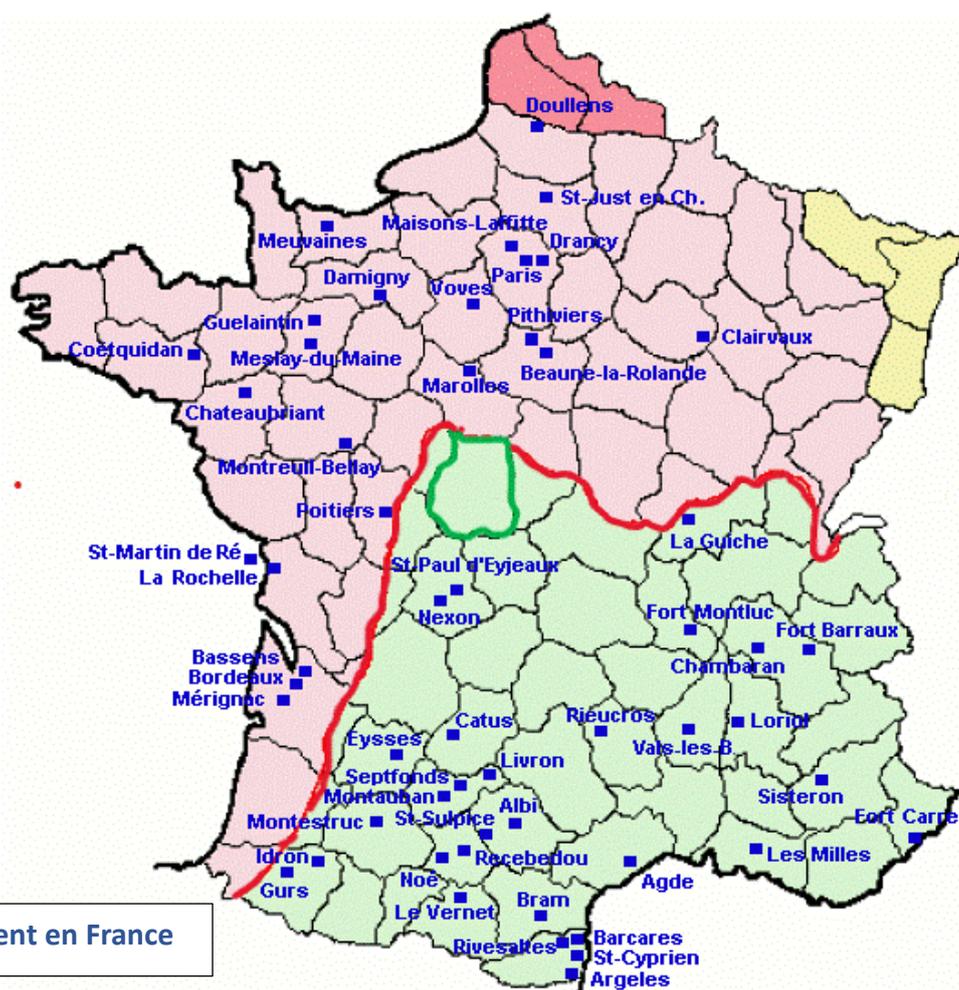
Ce lieu d'internement accueille des Polonais catholiques, femmes et enfants uniquement. Les hommes sont envoyés au GTE de Montgivray. Les effectifs varient en 1943-1944 de 35 à 60 personnes.

Ce lieu n'était pas soumis aux triages vers les camps d'extermination.

### Le camp de Montgivray

En juillet 1941, le 668<sup>e</sup> Groupement de Travailleurs Etrangers est créé au lieu-dit Le Quérou à Montgivray, avec des Républicains espagnols. A la fin de 1942, il fusionne avec le 931<sup>e</sup> GTE de Saint-Cyr. Les effectifs atteignent alors 487 hommes, des Espagnols, des Polonais et des réfugiés juifs de diverses nationalités.

A partir du printemps 1943, le 931<sup>e</sup> GTE devient un réservoir qui alimente le STO et la déportation raciale. Ainsi en décembre 1943-janvier 1944, 430 hommes sont arrêtés et envoyés en Zone nord au service de l'organisation Todt, tandis que des Juifs sont dirigés vers Douadic. La population du camp est ramenée à 340 h en juillet 1944.



## Robert Audion, l'évadé du Train fantôme

Témoignage recueilli par André Faure

En juin 1943, Robert Audion reçoit une convocation pour rejoindre les Chantiers de jeunesse. Cette institution, créée par Vichy dès l'été 1940, doit accueillir tous les jeunes Français âgés de 20 ans pour un service obligatoire de huit mois. Ils sont rassemblés par groupes de 150 à 220 hommes dans des camps de plein air, employés à des ouvrages forestiers et des travaux ruraux. L'éducation physique intensive, les veillées avec chants et jeux plaisent à beaucoup. Mais l'organisation de type militaire (uniforme, marche au pas, salut au drapeau) en rebute certains. A l'automne, R. Audion rejoint son Chantier à Pontgibaud (Puy-de-Dôme). Puis, en juin 1944, son groupe est envoyé dans la forêt landaise, près de Sainte-Hélène, en Gironde. Audion décide alors de s'enfuir, mais il est repris à Bordeaux et amené à la prison du Fort du Hâ, où il est interrogé et maintenu en cellule pendant plusieurs semaines.

Le 9 août 1944, il est transféré à la gare de Bordeaux, où il est embarqué dans le fameux Train fantôme, qui avait quitté Toulouse le 3 juillet précédent, et qui mettra trois semaines pour atteindre Dachau :

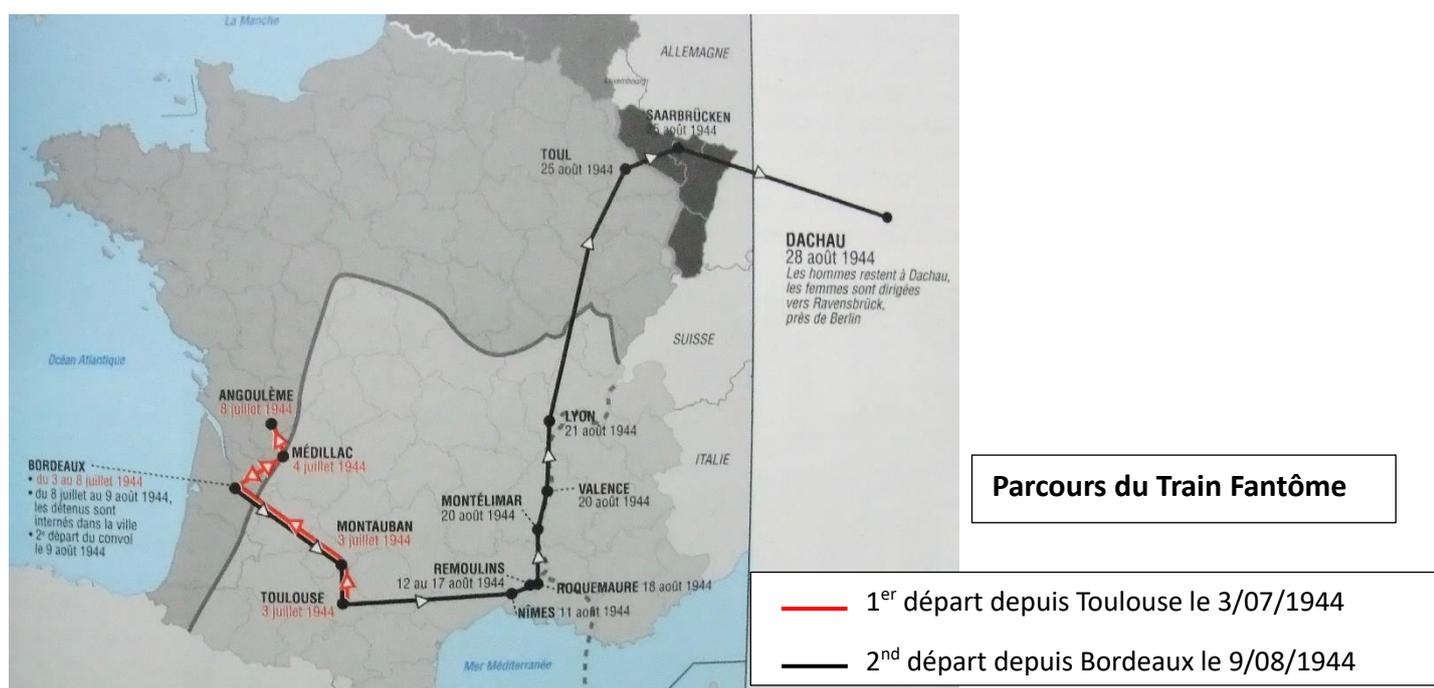
*« On nous emmena à la gare St Jean de Bordeaux et on nous fit monter à 60 prisonniers par wagon à bestiaux. Le convoi prit la direction d'Agen, Montauban, Toulouse, Nîmes... sans aucun ravitaillement... La chaleur était torride, nos wagons étaient transformés en véritable fournaise.*

*Nous nous arrêtons à Remoullins [au nord de Nîmes] jusqu'au 17 août et pendant ces cinq jours, nous fûmes sous la menace pesante d'être détruits par l'aviation alliée... Avant Lyon, la voie étant coupée, nous marchons à pied pour reprendre ensuite un autre train...*

*« Nous avons dérobé un tranchet de cordonnier dans les bagages des allemands, et, à partir de Lyon, nous avons grignoté le plancher du wagon. Ce travail fut long et difficile, nous ne pouvions travailler que lorsque le train roulait. Enfin c'est au bout de trois jours d'efforts, car nous n'avancions parfois que deux heures par jour, que nous sommes prêt pour l'évasion. A la nuit tombée de ce 25 août, nous soulevons les planches et chacun à son tour nous nous laissons glisser entre les roues. Mon camarade Archat saute juste avant moi. Allongé sur la voie, j'attends que les feux rouges disparaissent, puis je m'éloigne doucement en rampant : JE SUIS LIBRE. »*

Robert Audion marchera dans la nuit et se cachera dans un petit bois. Au matin, il sera secouru et caché par les habitants du village voisin : Lécourt, en Haute Marne.

Robert Audion ne reviendra chez lui, à Veuil, que le 14 octobre.



## Résister dans les camps : le sabotage des V2 à Dora

Résister dans les camps, c'est d'abord refuser l'aviissement programmé, en développant les gestes de solidarité envers d'autres détenus. C'est aussi entretenir de bonnes relations avec l'administration interne du camp. C'est encore s'opposer clairement au système SS en refusant de travailler, en sabotant les chaînes de production, comme le montre ici l'exemple de Ch. Sadron.

Charles Sadron (1902 Indre - 1993 Loiret), est un physicien français spécialisé dans les macromolécules biologiques. En 1939, l'université de Strasbourg où il enseigne se replie à Clermont-Ferrand. Ch. Sadron s'engage aussitôt dans la Résistance : il est membre fondateur du mouvement Combat dans le Puy-de-Dôme et dans l'Indre dès la fin de 1940. Arrêté lors de la rafle du 25 novembre 1943, il est déporté à Buchenwald en janvier 1944, puis à Dora de février 1944 à avril 1945.

*« Lorsque j'arrive [à Dora], en février 1944, les aménagements principaux étaient terminés et les premières torpilles sortaient...*

*C'est tout juste si un examen à la dérobée me permet de conclure qu'il s'agit de torpilles aériennes à grande puissance. Plus tard, nous aurons le temps d'apprendre. Pour l'instant, nous sommes atterrés à l'idée qu'il nous faudra travailler, nous, soldats du combat clandestin, à ces armes que notre imagination rend encore plus fantastiques.*

\*\*\*

*Mes camarades et moi appartenons au kommando Scherer. Le contrôle et le réglage de la machinerie des V2 nous regardent... Nous nous occupons de la partie électromécanique: gyroscopes, relais de stabilisation et appareils radio- électriques d'émission-réception qu'emporte avec elle chaque torpille.*

*C'est sur nous que comptent nos maîtres pour les aider à mettre au point leurs engins...*

*On nous met dans les mains les appareils les plus délicats, on nous confie les contrôles les plus complexes. Un tour de trop à la vis du potentiomètre d'un gyroscope, un chronométrage un peu fantaisiste de l'amortissement d'un pendule, et la torpille géante, coûteuse et compliquée, va fuser vers une direction inattendue.*

\*\*\*

*Notre position est difficile... On peut refuser de travailler. Alors c'est une balle dans la tête.*

*Reste le sabotage... Mais mon équipe a la chance de procéder au contrôle d'organes de stabilisation très délicats dont aucun contrôle postérieur n'est effectué. Aussi nous en donnons-nous à cœur joie. Nous passons « bons » des séries entières d'appareils de fabrication défectueuse. Messieurs les Allemands, je voudrais pouvoir vous montrer comment, grâce à ce petit bouton innocent placé dans le bas à gauche de la boîte de contrôle, nous avons faussé le contrôle de centaines de ces torpilles dont vous étiez si fiers. »*



Libéré en avril 1945 par les Russes, Charles Sadron rejoindra rapidement Châteauroux où résident ses parents. Il fera partie du Comité Départemental de Libération de l'Indre.

## Suzanne Baron, une Juste parmi les nations



Pendant la guerre, Suzanne Baron, née Morand (1909-1994), a caché deux enfants juifs, Yvonne 9 ans et René 5 ans, pendant un an et demi dans sa ferme des Boudérangs, près de Saint Gaultier. Une médaille, attribuée en 2011 par l'Institut Yad Vashem de Jérusalem, lui a été remise à Saint Gaultier, à titre posthume, le 11 octobre 2015.

Depuis 1953 le titre de « Juste parmi les nations » est attribué par l'Etat d'Israël à « des personnes non juives qui, au péril de leur vie, ont aidé des Juifs persécutés par l'occupant nazi ».

Dans l'Indre 70 personnes ont reçu ce titre, et une stèle en leur honneur a été érigée à Châteauroux, square Ch. De Gaulle, le 17 mars 2016.

Voici le dossier de Suzanne Baron, établi par le Comité français pour Yad Vashem :

*« Les enfants Hirsch sont nés à Paris. Leurs parents, Konrad et Edith Hirsch, étaient des émigrés allemands arrivés en France en 1933. En Allemagne, Konrad était professeur d'université, mais, à Paris, il ouvrit un studio photo. En 1939, Konrad intégra la Légion étrangère. En juin 1940, Edith décida de quitter Paris. Elle vendit ses quelques biens et rejoignit tous ceux qui se dirigeaient vers le sud de la France, parvenant à Saint Gaultier. Là, ils emménagèrent dans un immeuble réservé aux réfugiés. Konrad fut démobilisé et retrouva sa famille.*

*Le 24 février 1943, deux gendarmes vinrent arrêter Konrad à son domicile. Il fut d'abord interné à Gurs [Pyrénées atlantiques], puis transféré à Drancy et de là envoyé par le convoi n°51 à Majdnek [Pologne], d'où il ne revint pas. Craignant aussi d'être arrêtée, Edith Hirsch décida de se cacher. Elle demanda à une organisation juive de trouver une cachette pour ses enfants, puis elle contacta le frère de son mari, Hans, qui se cachait à Lyon sous une fausse identité.*

*Les deux enfants arrivèrent chez Suzanne Morand, à Saint Gaultier. Celle-ci les choya avec un amour maternel et elle partagea avec eux le peu qu'elle avait. Ils adoraient vivre dans une ferme, entourés d'animaux. Yvonne allait à l'école. Les enfants restèrent chez Suzanne pendant dix-huit mois. Puis leur oncle Hans vint les reprendre. Ils rejoignirent un certain temps leur mère qui avait trouvé du travail dans une petite ville près de Lyon, puis ils furent envoyés dans une maison d'enfants gérée par l'OSE.*

*Après la guerre, Suzanne perdit le contact avec les enfants Hirsch qui avaient émigré en Israël avec leur mère en 1948. En 1977, Suzanne revit ses protégés quand Yvonne et René vinrent lui rendre visite à la ferme. »*



Yvonne et René Hirsch ont été cachés pendant dix-huit mois chez Suzanne Baron.

## SOURCES ET RESSOURCES

### **Bibliographie/sitographie /sources écrites et orales utilisées pour réaliser cette Brochure :**

Un ouvrage recommandé : « La lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance 40-41.

L. DOUZOU/S. ALBERTELI/ J. BLANC. (Seuil)

### **Ressources locales, bibliographie**

- Nicault (M) : *Résistance et Libération de l'Indre. Les Insoumis* Ed. Royer/Passé simple.1999
- Nicault (M) : *Le Berry dans la guerre 1939-1945* Ed.Horvath, 1989.
- Jouhaneau (M) : *Mémoire d'une époque. Indre 1940-1944.* tome 1.Impr.Badel, 1995
- Dugénit (C) : *La déportation dans l'Indre. Etude statistique.* Ed. FNDIRP, 1999.  
*Mémorial de la déportation dans l'Indre.* Ed. FNDIRP, 2002.
- Guéguen-Dreyfus (G) et Lehoux (B) : *Résistance Indre et Vallée du Cher,* 2 tomes Ed. Sociales, Paris, 1970-72.
- Groussin (G) : *La Déportation. Les Déportés et Internés de l'Indre.* 2018
- Cotillon (Dr A) : *Argenton 9 juin 1944* Ed. CHA, réed. 2004.
- Jean-Luc Stiver : *Avaient-ils le choix ?....* Ed. Points d'ancrage 2020

### **Lieux de ressources pour enseignants et élèves**

**Archives départementales de l'Indre** : presse locale et documents d'archives.

**Médiathèque de Châteauroux** : le journal des résistants *le Bazouka* numérisé, consultable en ligne, des ouvrages d'histoire locale, recommandés au niveau départemental, comme « Mémoire d'une époque-Indre 1940-1944 » (Tome 1) Michel JOUHANEAU.

**DVD** «Mémoire de Résistants de l'Indre », « Du Lycée au Maquis, confidences d'une Résistante » « Jacques Bizeau. 1925-2015. Une jeunesse dans la Résistance » de Jacques MERLAUD.

**ONACVG** : expositions en prêt.

### **Sitographie pour la préparation du concours**

- La partie disciplinaire du site académique d'Orléans-Tours, avec un onglet pour le CNRD :  
[http://hg-ec.ac-orleans-tours.fr/memoire et citoyenneté/concours national de la résistance et de la déportation](http://hg-ec.ac-orleans-tours.fr/memoire_et_citoyenneté/concours_national_de_la_résistance_et_de_la_déportation)
- Le site du Musée National de la Résistance : [http://www.musee-resistance.com /](http://www.musee-resistance.com/)

### **Pour le sujet de cette année, quelques idées :**

Recueillir un témoignage de Résistant, d'un membre de la famille d'un(e) déporté(e).

Travailler sur un témoignage écrit ou enregistré.

Se rendre sur les lieux, les parcours de mémoire, étudier les stèles, les monuments commémoratifs...

Recevoir, dans les classes, un Résistant ou Ami(e) de nos associations.

N'hésitez pas à nous contacter au **02 54 27 24 62** ou [anacr-indre@bbox.fr](mailto:anacr-indre@bbox.fr)